

Les points importants du Conseil Communal des séances du 26 mai et du 23 juin 2016

Convention relative au nettoyage des voiries communales entre Uccle et Forest

Une convention a été établie entre Uccle et Forest en vue de rentabiliser le travail des balayeurs sur les deux communes. Si celle-ci vient officialiser une situation qui parfois existe de fait et qui peut être dénoncée en cas de problème, elle a suscité quelques inquiétudes chez Thibaud Wyngaard (Chef de groupe Ecolo) qui se demande notamment si les Ucclois concernés vont continuer à bénéficier de la même qualité de service et si ceux-ci ont été informés de ce changement via une toute-boîte. Après avoir assuré que la fréquence de nettoyage restait la même et que les appels d'urgence relatifs aux dépôts clandestins ou aux problèmes de malpropreté étaient maintenus sous la responsabilité de la Commune concernée, Carine Gol-Lescot, Échevin de la Propreté Publique (MR), a précisé qu'elle ne comptait pas communiquer sur le sujet. *"Si nous informons les citoyens, nous créons une confusion chez eux au niveau de la responsabilité. L'intérêt de ne pas les prévenir du changement, c'est justement pour que nous soyons tenus au courant très vite en cas de problème. Car les gens n'attendent jamais très longtemps pour nous prévenir"*, a-t-elle tenu à faire remarquer. Un point de vue non partagé par Thibaud Wyngaard. *"Nous n'informons jamais suffisamment, une information claire en ce sens aurait été utile"*. *"Nous y réfléchissons"*, a conclu Carine Gol-Lescot.

Hommage à Jo Cox, députée britannique travailliste

Avant d'entamer la séance du Conseil Communal du 23 juin, Armand De Decker, Bourgmestre (MR) a invité l'assemblée présente à observer quelques instants de silence à la mémoire de Jo Cox, députée britannique travailliste PRO-UE assassinée le 16 juin dernier par l'un de ses opposants. Un acte jugé par le Bourgmestre comme étant ignoble et inacceptable dans un état démocratique.

Comptes annuels de l'exercice 2015

Boris Dillies, Échevin des Finances (MR), a relevé qu'avec des droits constatés nets s'élevant à 131.533.000 € et des dépenses engagées à hauteur de 131.725.000 €, les comptes présentaient un léger déficit de 192.000 €. L'échevin a également précisé que le résultat général d'excédant se montait à 10.912.060 €. Boris Dillies qui craignait un déficit plus important s'est dit globalement satisfait de la situation. *"Ce résultat est lié aux économies que nous avons pu réaliser là où cela était possible mais aussi à une DLU qui nous profite particulièrement"*, a-t-il précisé. Concernant la DLU, même opinion partagée du côté du cdH qui pointe également le fait qu'au niveau des charges du compte de résultat, une augmentation du poste de rémunérations de plus de 1.000.000 € pourrait peut-être expliquer la diminution du boni courant. *"D'autant qu'il n'y a pas eu d'indexation en 2015. Il est donc important de maintenir les frais de personnel à niveau"* a souligné Daniel Hublet (Chef de groupe cdH). Toujours côté majorité, Emmanuel De Bock (Chef de groupe DéFI) a tenu à faire remarquer que le résultat aurait été nettement meilleur si la Commune avait perçu les 3.000.000 € à l'IPP (impôt personnes physiques) et les 4.000.000 au précompte immobilier dus par le fédéral. *"Ce n'est bien entendu pas la faute de la Commune mais il y a un enrôlement qui se fait moins rapidement que les autres années et qui concerne notamment les Communes bruxelloises. Il faut dès lors utiliser tous les moyens possibles pour que le fédéral accélère cet enrôlement afin de percevoir ces 7.000.000 €"*.

Par ailleurs, tant cdH que DéFI se réjouissent de la gestion dynamique de la charge de la dette pour tenter de la réduire.

Approbation du Plan d'Action Communal de Stationnement

Les élus communaux ont été appelés à adopter le Plan d'Action Communal de Stationnement (PACS) après que celui-ci ait été soumis à enquête publique du 1^{er} mars au 30 avril 2016. Jonathan Biermann, Échevin des Travaux, de la Mobilité et du Stationnement (MR), a rappelé la volonté du Collège d'appliquer une politique de stationnement plus cohérente à l'échelle du territoire ucclois afin d'apporter une réponse adaptée aux problèmes de stationnement rencontrés dans certains quartiers identifiés.

"Le PACS a un double objectif : soutenir l'activité économique et le commerce local dans les zones mixtes et protéger les riverains des reports de stationnement dans les zones résidentielles."

"Nous avons donc adopté le principe directeur qui consiste à transformer en zones à horodateurs les grands axes où il y a une mixité d'activités et en zones à horodateurs ou en zones à disque de stationnement les rues avoisinantes pour permettre aux riverains de pouvoir se garer à proximité de leur domicile. Il s'agit d'une approche que nous espérons efficace et fondée sur un principe d'équité", a-t-il expliqué. Majorité et opposition ont accueilli favorablement le projet et ont particulièrement apprécié le fait que les suggestions émises par eux-mêmes et la population aient été prises en compte. Parmi celles-ci : l'augmentation du nombre de places de stationnement pour les usagers spécifiques (personnes à mobilité réduite et kiss & ride), une meilleure prise en compte des zones tampons... Les réactions de l'opposition et de la majorité ont principalement porté sur l'importance des contrôles et sur la nécessité d'une évaluation quelques mois après l'implémentation de la première phase du plan. *"Avant l'arrivée du système de la scan-car, il faut des contrôles dans les zones bleues afin d'éviter qu'une certaine impunité s'y développe. Nous souhaitons aussi une évaluation après 6 mois d'implémentation et non à la fin de celle-ci"*, a souligné Thibaud Wyngaard (Chef de groupe Ecolo). *"Le contrôle est un élément essentiel dans les zones bleues qui deviennent les plus nombreuses des zones réglementées. Dans le cadre de l'acquisition d'un système de scanning, une collaboration avec d'autres Communes ou l'Agence régionale du Stationnement est-elle envisagée?"*, a questionné Benjamin Cadranel (PS). *"Une action de qualité de la part des stewards en charge de contrôler l'application des directives est indispensable"*, a fait remarquer Daniel Hublet (Chef de groupe cdH). *"Une évaluation pourra soulever des problèmes aujourd'hui méconnus pour certaines catégories de la population"*, a relevé Béatrice Fraiteur (groupe DéFI). *"C'est une bonne chose que le plan s'implémente en plusieurs phases, ceci afin de répondre au mieux aux problèmes de contrôle. Et pour vérifier comment le système se met en place de manière performante, l'évaluation est effectivement essentielle. Une évaluation à laquelle les riverains devront à nouveau être associés"*, a affirmé Didier Reynders (Chef de groupe MR). Jonathan Biermann a assuré qu'il était en effet du plus grand intérêt de mener une première évaluation des effets de l'implémentation de la première phase. *"Les dispositions mises en œuvre sont moins contraignantes que celles suggérées par le bureau d'étude. Il est donc possible que dans certaines voiries, ces dispositions ne soient pas suffisantes. Les premiers concernés sont les riverains qui signaleront eux-mêmes que ce plan doit être adapté et nous serons totalement ouverts comme nous l'avons été jusqu'à présent"*. En ce qui concerne les contrôles dans les zones bleues, l'échevin, conscient de l'importance de

garantir un contrôle efficace, a précisé qu'outre l'engagement de 10 stewards supplémentaires, des moyens de contrôles technologiques devront améliorer l'efficacité du Plan. *"Nous allons tester l'efficacité de ce système en vue d'éviter que les zones bleues subissent le report de stationnement des zones vertes"*. Les Ucclois seront informés du nouveau Plan d'Action Communal de Stationnement via un toute-boîte. Majorité et opposition ont toutes remercié l'Échevin et les services communaux pour le travail ambitieux réalisé avec sérieux. Approbation à l'unanimité du Plan d'Action Communal de Stationnement.

Modifications du Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public

Toujours dans le cadre du PACS, les élus ont également dû se prononcer sur les modifications relatives à son Règlement-redevance. La carte de dérogation entreprise/travailleur a été au centre du débat entre majorité et opposition. Côté opposition, le groupe PS relève une problématique liée au prix de la carte. *"Cela peut certes avoir un effet dissuasif mais vous vendez très cher quelque chose qui n'existe pas, à savoir de la place. Avec le nombre supplémentaire de zones réglementées, le nombre de demande pour ce type de carte va augmenter. Je pense dès lors qu'il faudra un système qui prévoit également que l'entreprise soit située dans un quartier avec un nombre de places en suffisance"*, a souligné Benjamin Cadranel (PS). Le groupe Ecolo, quant à lui, s'inquiète de la concurrence accrue qui risque de dorénavant exister au niveau du stationnement entre les riverains et les entreprises. *"Vous assouplissez le régime relatif aux entreprises en ce qui concerne l'octroi de ces cartes, cela laisse donc moins de place pour les riverains alors que l'un des objectifs du plan est de les protéger"*, a tenu à faire remarquer Thibaud Wyngaard (Chef de groupe Ecolo). *"Les zones réglementées augmentent mais aussi le nombre de places disponibles grâce à la rotation des véhicules, il y a donc une compensation à ce niveau-là. Deuxièmement, une modification de notre règlement pourrait entraîner une suggestion prévue par les dispositions régionales d'imposer une proportionnalité entre le nombre de places existantes dans une zone et le nombre de cartes délivrées. Mais avant cela, évaluons comment le système se met en place"*, a répondu l'Échevin. Toujours côté Ecolo, Pierrot Desmet, au même titre que Thibaud Wyngaard, ne comprend pas pourquoi les enseignants ne bénéficient pas du tarif suggéré par la Région. Un point de vue également partagé par Claudine Verstraeten (Chef de groupe PS). Côté majorité, si le groupe cdH craint aussi que les enseignants soient pénalisés, le groupe DéFI a, quant à lui, apporté son total soutien au Collège. *"Il faut un système équitable et incitatif. Lachat d'une carte de stationnement est déductible pour tout le monde. En cas de demi-mesure en fonction des catégories de travailleurs, nous serions alors injustes"*, a rétorqué Emmanuel De Bock (Chef de groupe DéFI). *"Si les dispositions régionales distinguent les enseignants des autres catégories de travailleurs, nous, nous avons décidé de traiter tout le monde de la même manière mais de faciliter l'accès à la carte de dérogation entreprise/travailleur"*, a ajouté Jonathan Biermann. Le projet a été adopté avec 26 voix pour, 8 abstentions.

Également à l'ordre du jour:

Les comptes 2015 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, le soutien aux actions de cessation environnementale concernant le survol aérien de Bruxelles, les travaux de renouvellement des voies de tram rue de Stalle, le marché du Bourdon, l'importance des passages pour piétons...

De belangrijke zaken van de gemeenteraad van 26 mei en 23 juni 2016

Overeenkomst inzake de schoonmaak van gemeentelijke wegen tussen Ukkel en Vorst

Ukkel heeft met Vorst een overeenkomst afgesloten om het werk van de straatvegers van beide gemeentes rendabel te maken. Deze overeenkomst - indien deze de huidige toestand met reeds enkele officieuze regelingen officieel maakt en die bij problemen verbroken kan worden - zorgt voor wat ongerustheid bij Thibaut Wyngaard (fractie leider Ecolo) die zich afvraagt of de betrokken Ukkelaars van dezelfde kwalitatieve dienstverlening zullen kunnen blijven genieten en of ze via een huis-aan-huisbericht hierover geïnformeerd zullen worden. Na te hebben bevestigd dat de schoonmaakfrequentie behouden blijft en dringende oproepen voor sluijkstorten of andere reinheidsproblemen de verantwoordelijkheid van de betrokken gemeente blijven, heeft schepen van Reinheid Carine Gol-Lescot (MR) verduidelijkt dat ze niet over dit onderwerp zal communiceren. "Als we de burgers hierover informeren, kunnen we onduidelijkheid creëren over wie al dan niet bevoegd is. Door deze wijziging niet te communiceren blijven we zoals nu erg snel op de hoogte van problemen. Want de mensen wachten nooit lang om ons te verwittigen", aldus haar opmerking. Deze mening werd niet gedeeld door Thibaut Wyngaard. "We informeren nooit genoeg en een duidelijke mededeling hierover zou nuttig zijn". "We zullen erover nadenken", concludeerde Carine Gol-Lescot.

Eerbetoon aan Jo Cox, Britse politica

Alvorens de zitting van de gemeenteraad van 23 juni te openen heeft burgemeester Armand De Decker (MR) de vergadering gevraagd om enkele ogenblikken stilte in acht te nemen ter nagedachtenis van Jo Cox, Britse pro-Europese politica, op 16 juni vermoord door één van haar tegenstanders, voor de burgemeester een walgelijke en onaantvaardbare daad in een democratische staat.

Jaarrekeningen van het dienstjaar 2015

Schepen van Financiën Boris Dilliès (MR) heeft verklaard dat de rekeningen een klein tekort van € 192.000 vertonen (netto vastgestelde rechten: € 131.533.000 - overwogen uitgaven: € 131.725.000). De schepen heeft eveneens verduidelijkt dat het algemeen resultaat een bonus van € 10.912.060 heeft. Boris Dilliès vreesde een groter tekort maar is in het algemeen tevreden met deze situatie. "Dit resultaat komt door besparingen die we hebben doorgevoerd waar dit mogelijk was maar ook door een EBA die voor ons bijzonder voordelig is", aldus de schepen. De partij cdH deelt de mening inzake de EBA die eveneens aanhaalt dat, op het vlak van de lasten van de resultatenrekening, een verhoging van de loonpost met meer dan € 1.000.000 een verklaring zou kunnen zijn van de vermindering van het batig courant resultaat. "Temeer daar er in 2015 geen indexering is gebeurd. Het is dus van belang om de personeelskosten op niveau te houden", heeft Daniel Hublet (fractie leider cdH) benadrukt. Bij de meerderheid heeft Emmanuel De Bock (fractie leider DéFI) opgemerkt dat het resultaat aanzienlijk hoger kon zijn indien de gemeente de € 3.000.000 van de personenbelasting en de € 4.000.000 van de onroerende voorheffing, verschuldigd door de federale staat, had kunnen innen. "Dit is uiteraard niet de fout van de gemeente maar er is een inkohiering die niet even snel als de vorige jaren gebeurt en die meer bepaald

de Brusselse gemeentes betreft. Alle mogelijke middelen moeten aangewend worden opdat de federale overheid deze inkohiering versnelt om deze € 7.000.000 te kunnen innen". Zowel cdH als DéFI verheugen zich over het dynamische schuldbeheer om de schuld te verminderen.

Goedkeuring van het gemeentelijk parkeeractieplan

De gemeenteraad heeft zijn goedkeuring verleend aan het gemeentelijk parkeeractieplan (GPAP) na afloop van het openbaar onderzoek van 1 maart tot 30 april 2016. Schepen van Mobiliteit en Parkeerbeleid Jonathan Biermann (MR) heeft herhaald dat het college een coherenter parkeerbeleid op het Ukkelse grondgebied wil voeren om in te kunnen spelen op de parkeerproblemen in bepaalde wijken. "Het GPAP heeft een dubbele doelstelling: ondersteuning van de economische activiteit en de lokale handel in gemengde zones en de inwoners beschermen tegen de verplaatsing van het parkeren naar residentiële zones. We hebben daarom op de grote assen met gemengde activiteiten betalend parkeren ingevoerd en in de aangrenzende wegen werd gekozen voor betalend parkeren of het gebruik van de parkeerschijf zodat de inwoners vlakbij hun woning kunnen parkeren. Dit lijkt ons een efficiënte aanpak die gebaseerd is op billijkheid", aldus de schepen. Meerderheid en oppositie steunen dit project en waren in het bijzonder tevreden over het feit dat er rekening werd gehouden met de suggesties van henzelf en de bevolking. Enkele voorbeelden: meer parkeerplaatsen voor specifieke gebruikers (personen met beperkte mobiliteit en kiss & ride), meer rekening houden met bufferzones, ... De reacties van meerderheid en oppositie gingen voornamelijk over het belang van controles en een evaluatie enkele maanden na de invoering van de eerste fase van het plan. "Vóór de komst van het systeem met de scanaar moet er gecontroleerd worden in de blauwe zones om een mogelijk gevoel van straffeloosheid te voorkomen. We wensen eveneens een evaluatie na 6 maanden na de invoering en niet aan het einde ervan", heeft Thibaut Wyngaard (fractie leider Ecolo) benadrukt. "Controleren is essentieel in blauwe zones en deze zones vormen het grootste deel van de gereglementeerde zones. Wordt er in het kader van de aankoop van een scansysteem een samenwerking overwogen met andere gemeentes of het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest?", vroeg Benjamin Cadranel (PS). "Een kwalitatieve dienstverlening van de stewards die de richtlijnen controleren is noodzakelijk", aldus Daniel Hublet (fractie leider cdH). "Dankzij een evaluatie kunnen nu onbekende problemen voor bepaalde bevolkingscategorieën duidelijk worden", verklaarde Béatrice Fraiteur (DéFI). "Het is een goede zaak dat het plan in verschillende fases ingevoerd wordt, om zo goed mogelijk te kunnen voldoen aan de controleproblemen. En om te kunnen nagaan of het systeem goed presteert, is de evaluatie onontbeerlijk. Een evaluatie waarbij de inwoners opnieuw betrokken zullen worden", heeft Didier Reynders (fractie leider MR) bevestigd. Jonathan Biermann haalde het belang van de eerste evaluatie van de gevolgen van de eerste fase van het plan aan. "De bepalingen zijn minder dwingend dan de aanbevelingen van het studiebureau. Het is dus mogelijk dat deze in bepaalde wegen onvoldoende zijn. De eerste betrokkenen zijn de inwoners die zelf kunnen aangeven dat dit plan aangepast moet worden en we staan hiervoor open, zoals we tot nu toe ook waren". In verband met de controles in blauwe zones heeft de schepen verduidelijkt dat er voor de efficiënte controle, naast de

aanwerving van 10 bijkomende stewards, technologische controlemiddelen gebruikt zullen worden om de efficiëntie van het plan te kunnen verbeteren. "We zullen de efficiëntie van dit systeem uittesten om te vermijden dat het parkeerprobleem verschuift naar de groene zones". De Ukkelaars zullen via een huis-aan-huisbericht geïnformeerd worden over het gemeentelijk parkeeractieplan. Meerderheid en oppositie hebben de schepen en de gemeentediensten bedankt voor hun inspanningen voor dit ambitieuze plan. Unanieme goedkeuring van het gemeentelijk parkeeractieplan.

Wijzigingen van het vergoedingsreglement inzake het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg

In het kader van het GPAP heeft de gemeenteraad zich eveneens uitgesproken over de wijzigingen van dit vergoedingsreglement. De parkeerkaart voor onderneming/werknemer stond centraal in het debat tussen meerderheid en oppositie. Bij de oppositie haalt de PS de prijs van de kaart aan. "Dit kan ontrudend werken maar u verkoopt aan een erg hoge prijs wat voorheen nog niet bestond, namelijk plaats. Door de bijkomende gereglementeerde zones zullen er meer aanvragen voor dergelijke kaarten komen. Er moet een systeem komen dat eveneens voorziet dat de onderneming gelegen is in een wijk met voldoende plaatsen", aldus Benjamin Cadranel (PS). Ecolo is ongerust over de mogelijke parkeerconcurrentie tussen de inwoners en de bedrijven. "Als bedrijven vlotter dergelijke kaarten kunnen krijgen, zal er minder plaats zijn voor de inwoners, wat net één van de doelstellingen van dit plan was", heeft Thibaut Wyngaard (fractie leider Ecolo) opgemerkt. "In de gereglementeerde zones zal er meer plaats komen dankzij de parkeerrotatie, wat dit aldus zal compenseren. Door een wijziging van ons reglement zouden we kunnen inspelen op een suggestie, voorzien door de gewestelijke bepalingen, om een evenredigheid op te leggen tussen het aantal bestaande plaatsen in een zone en het aantal uitgereikte kaarten. Maar we moeten eerst het ingevoerde systeem evalueren", heeft de schepen geantwoord. Pierrot Desmet (Ecolo), net zoals Thibaut Wyngaard, begrijpt niet waarom onderwijzers niet kunnen genieten van het tarief dat het gewest heeft voorgesteld. Dit standpunt werd ook gedeeld door Claudine Verstraeten (fractie leider PS). Bij de meerderheid vreest cdH eveneens dat de onderwijzers zich gestraft zullen voelen en DéFI geeft zijn volledige steun aan het college. "Er is nood aan een billijk en aanmoedigend systeem. De aankoop van een parkeerkaart is aftrekbaar voor iedereen. Halve maatregelen op basis van categorieën van werknemers zijn onrechtvaardig", heeft Emmanuel De Bock (fractie leider DéFI) geantwoord. "Ook al worden onderwijzers in gewestelijke bepalingen niet op dezelfde manier als andere categorieën van werknemers behandeld, wij hebben beslist om iedereen op dezelfde manier te behandelen maar de toegang tot parkeerkaarten voor ondernemingen/werknemers dan wel te vergemakkelijken", heeft Jonathan Biermann eraan toegevoegd. Het ontwerp werd goedgekeurd met 26 stemmen voor en 8 onthoudingen.

Eveneens op de agenda:

De rekeningen 2015 van de vzw Ukkelse Dienst voor de Jeugd, de ondersteuning van acties tegen vluchten boven Brussel, de vernieuwing van de transporen in de Stallestraat, de Horzelmarkt, het belang van oversteekplaatsen voor voetgangers, ...